

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1242

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

Déclin économique inévitable?

Jean-Christian Lambelet réplique à Beat Kappeler qui, dit-il, «se muant en Cassandre, écrit qu'il n'y a probablement plus de chance de réforme de l'Etat providence» (voir marge).

JEAN-CHRISTIAN LAMBELET

Professeur au Département d'économétrie et d'économie politique de l'Université de Lausanne et à l'Institut des Hautes études internationales (HEI) de Genève.

Directeur de l'Institut Créa, Université de Lausanne.

CITATION COMPLÈTE

«(...) Il n'y a probablement plus de chance de réforme de fond de l'Etat providence. On le voit en France, aux Etats-Unis, en Suisse. La vitalité économique et intellectuelle de ces vieux pays industrialisés s'en trouve définitivement entachée. Il y aurait trop de choses à changer».

(Beat Kappeler)

(DP 1240, 11.1.96).

RÉFÉRENCES

● K. Durrer et A. Meier, article paru dans la *NZZ* des 16-17.12.95, p. 29.

● Sur la Nouvelle-Zélande: voir les rapports annuels de l'OCDE ainsi qu'un article dans la *NZZ* des 21-22.10.95, p. 25).

Cette assertion pessimiste n'est pas exclue et Beat Kappeler pourrait bien avoir raison. A cet égard, une récente enquête de la «Schweizerische Gesellschaft für praktische Sozialforschung» (Gfs/Institut de recherches, Berne, Genève, Zurich) met peut-être le doigt sur le principal problème (voir marge). Selon cette enquête, une majorité de Suisses adhère aux valeurs libérales: initiative et responsabilité individuelles, rémunérations selon la productivité et les performances (*Leistungsprinzip*), intervention limitée de l'Etat dans une économie avant tout de marché, finances publiques gérées de manière orthodoxe, etc. Cette adhésion se situe cependant sur un plan général et abstrait. Quand on en vient à des questions pratiques et concrètes, l'image change en effet considérablement. Par exemple, la rémunération selon la productivité et les performances signifie nécessairement une distribution inégale des revenus, c'est en quelque sorte le prix à payer pour avoir une économie efficace et dynamique. Or, une majorité est en faveur de propositions comme le revenu minimum garanti ou le renforcement de l'aspect «répartition» de la sécurité sociale (AVS) aux dépens de son aspect «capitalisation» (2^e pilier), ce qui est en contradiction directe avec le *Leistungsprinzip*. Plus généralement, une majorité se déclare à la fois en faveur de ce principe et en faveur d'une distribution plus égalitaire des revenus.

Attitudes contradictoires

Selon les auteurs de l'article cité, ces attitudes apparemment contradictoires ne sont pas irrationnelles, car elles tiennent avant tout à une information incomplète et à des perceptions asymétriques des citoyen-nes. Au niveau des valeurs et principes, on pense au fonctionnement de la société, de l'économie et de l'Etat, mais quand il s'agit de questions concrètes, on pense principalement à (et on tremble pour) soi-même. C'est ce qui peut expliquer que les élections fédérales donnent régulièrement une majorité bourgeoise, avec de petites fluctuations dans un sens ou dans l'autre, comme récemment, mais qu'il n'est pas rare que dans les votations le peuple penche pour des solutions non libérales (ainsi, la récente votation sur la Lex Friedrich). Cela peut aussi expliquer la situation actuelle à Genève: d'une part, on élit un gouvernement homogène et on se prononce pour un audit de l'Etat, toutes choses qui se situent sur un plan général; mais d'autre part, on refuse la proposition concrète de la privatisation du service des automobiles, qui aurait pourtant permis – cela ne fait aucun doute – d'importants gains d'efficacité.

Beat Kappeler et les auteurs de l'article ont en commun d'être plutôt pessimistes quant aux possibilités de se sortir de cette situation bloquée. Il y a pourtant un exemple concret qui suggère que cela est faisable, celui de la Nouvelle-Zélande (voir marge). Il y a dix ans, l'économie de ce pays était une des plus réglementées au monde. Historiquement, la Nouvelle-Zélande a aussi été un des tout premiers pays à s'engager à fond sur la voie de l'Etat providence. Au début de cette décennie, c'est un gouvernement de gauche qui, confronté à un déclin économique impossible à nier, décida de déréglementer et libéraliser l'économie dans tous les domaines, l'Etat social et le marché du travail exceptés. Puis, un gouvernement de centre-droit paracheva l'œuvre de son prédécesseur en libéralisant également ces deux domaines, et cela de manière drastique. Les résultats ont été aussi époustouflants que prompts à se concrétiser: dynamisme économique retrouvé, forte croissance, création d'emplois et baisse du chômage, revenus réels en hausse, assainissement des finances publiques, inflation négligeable, etc.

Il se peut que l'expérience néo-zélandaise ait été rendue politiquement possible par des raisons et circonstances plus ou moins fortuites, et un certain retour en arrière n'est pas exclu au gré des péripéties électorales. Mais en attendant, l'exemple est là.

Les idées gouvernement

Pour surmonter le blocage des «vieux pays industrialisés» évoqué par Beat Kappeler, il n'y a, à mon avis, qu'une solution: expliquer, expliquer, expliquer, afin de surmonter l'information incomplète et les perceptions asymétriques des citoyen-nes. Dans le long terme, ce sont les idées qui gouvernent et c'est avant tout sur ce plan-là qu'il faut agir, en espérant que le message passe avant que le déclin économique ne force les yeux à se dessiller, comme en Nouvelle-Zélande.

Si les propositions sociales du livre blanc de MM. de Pury et consorts ont fait un peu scandale, cela n'est peut-être pas étonnant, dans la mesure où le principal reproche qu'on puisse faire au livre blanc est, à mon avis, un important déficit d'explication. Ainsi, avant de proposer de réformer (et non pas de «démanteler»!) l'Etat social, il faut absolument faire comprendre pourquoi il menace l'emploi, la croissance, la compétitivité de l'économie et, plus généralement, la prospérité future. C'est une œuvre de longue haleine, raison de plus pour commencer tout de suite. Allons, cher Beat, tout n'est pas (encore) perdu. ■